

TENDANCES PROSPECTIVES

[SOCIÉTÉ]



JEUNES DANS L'ESPACE PUBLIC

Décryptage - Tendances - Interview - Initiatives Métropole de Lyon

Catherine FORET

Espaces publics,
espaces pour tous ?

Les réseaux sociaux,
des espaces publics
comme tous les autres ?

Vie privée, vie publique,
what else ?

Pourquoi les ados
se détournent-ils des activités
de loisirs organisées à leur
intention ?

Trop ou pas assez de temps libre ?

SOMMAIRE

DÉCRYPTAGE.....	p.3
Sociabilité juvénile et besoin d'espaces publics	p.3
Bouger pour grandir : la mobilité comme expérience publique	p.5
Pluralité des jeunesses et rapport à l'espace public éclaté	p.6
TENDANCES.....	p.8
1. Socialisation croissante par les pairs.....	p.8
2. Les réseaux sociaux numériques, espace public des <i>digital natives</i> ?	p.9
3. Contrôle des espaces publics <i>versus</i> culture du risque	p.12
4. Hacker la ville : vers une urbanité ludique.....	p.14
INTERVIEW.....	p.18
Isabelle SENTANA , coordonnatrice du dispositif <i>Promeneurs du Net</i> et Pierre GUYOMAR , référent numérique au CRIJ Auvergne Rhône-Alpes	p.18
INITIATIVES.....	p.24
Des équipes mobiles « santé jeunes » dans l'espace public lyonnais	p.24
Le <i>parkour</i> un « art du mouvement » inventé par des ados	p.26

La jeunesse a partie liée avec l'espace public depuis l'avènement du phénomène urbain. Du Moyen-Âge jusqu'au début du XX^e siècle, enfants et jeunes des milieux populaires passaient en effet beaucoup de leur temps dans les rues des villes. Et des activités festives donnaient aux jeunes des différentes classes sociales une visibilité publique et ritualisée –du moins en ce qui concerne les garçons. Quant aux jeunes filles, c'est l'une des conquêtes importantes du féminisme que de les avoir autorisées à investir librement l'espace public..., même si bien des entraves demeurent encore à ce sujet¹. Aujourd'hui, l'identité juvénile se construit toujours à travers cette présence collective hors de la sphère privée. Mais avec la montée en puissance de la scolarisation et de la société de consommation, les choses ont évolué : les jeunes ont gagné en autonomie, l'espace public s'est en partie marchandisé, les fêtes juvéniles se sont privatisées, notamment dans les milieux aisés. Et l'espace public a changé également. Bien qu'on puisse toujours le définir comme l'ensemble des lieux où se déploie la vie publique –lieux qui sont régis par les règles de l'accessibilité, de l'hospitalité et du droit de visite, plus que par celles de l'appropriation et de la familiarité– il trouve dorénavant son extension dans l'univers immatériel du web, où les questions relatives à la jeunesse se posent de manière renouvelée.

SOCIABILITÉ JUVÉNILE ET BESOIN D'ESPACES PUBLICS

Difficile à cerner, tant elle s'est étirée vers l'enfance d'un côté et l'âge adulte de l'autre, la jeunesse est aujourd'hui davantage définie par les chercheurs comme un parcours que comme un état. Elle n'est plus bornée par les rites de passage unanimement reconnus qui, hier, assuraient un pouvoir collectif de levée des interdits, mais se caractérise plutôt par le franchissement, à des rythmes différents, d'une série d'épreuves conduisant de la dépendance à l'autonomie. L'âge, autrement dit, n'est plus une indication de maturité. Certains brûlent les étapes et s'extraient très tôt de l'enfance, tandis que d'autres refusent de grandir, restent attachés au cocon familial et persistent longtemps dans une position juvénile dans leur rapport aux autres. On voit des lycéens s'engager dans la vie militante et manifester dans les rues, mais aussi de jeunes actifs tarder à prendre leur envol en tant qu'adultes.

Au fil de ces parcours diversifiés, l'adolescence est toujours décrite par les chercheurs comme une étape cruciale du processus d'individuation : c'est le moment au cours duquel s'amorce une quête identitaire, qui repose elle-même sur « *un travail d'introspection en relation avec autrui* » (1). Pour les filles comme pour les garçons, cela passe par la recherche d'un « nous » alternatif au « nous » familial. Le besoin de se distinguer va en effet de pair avec le besoin d'appartenir à un groupe — du moins pendant un temps, qui précède l'éla-

laboration d'une singularité originale, revendiquée. Autrement dit : la socialisation juvénile nécessite la médiation des membres de la génération. Elle repose sur des formes d'existence collective, sur des joutes physiques et verbales, à l'occasion desquelles s'élabore progressivement la personnalité individuelle, par ajustements successifs aux réactions du groupe. D'où le goût immodéré des jeunes pour la conversation entre amis.

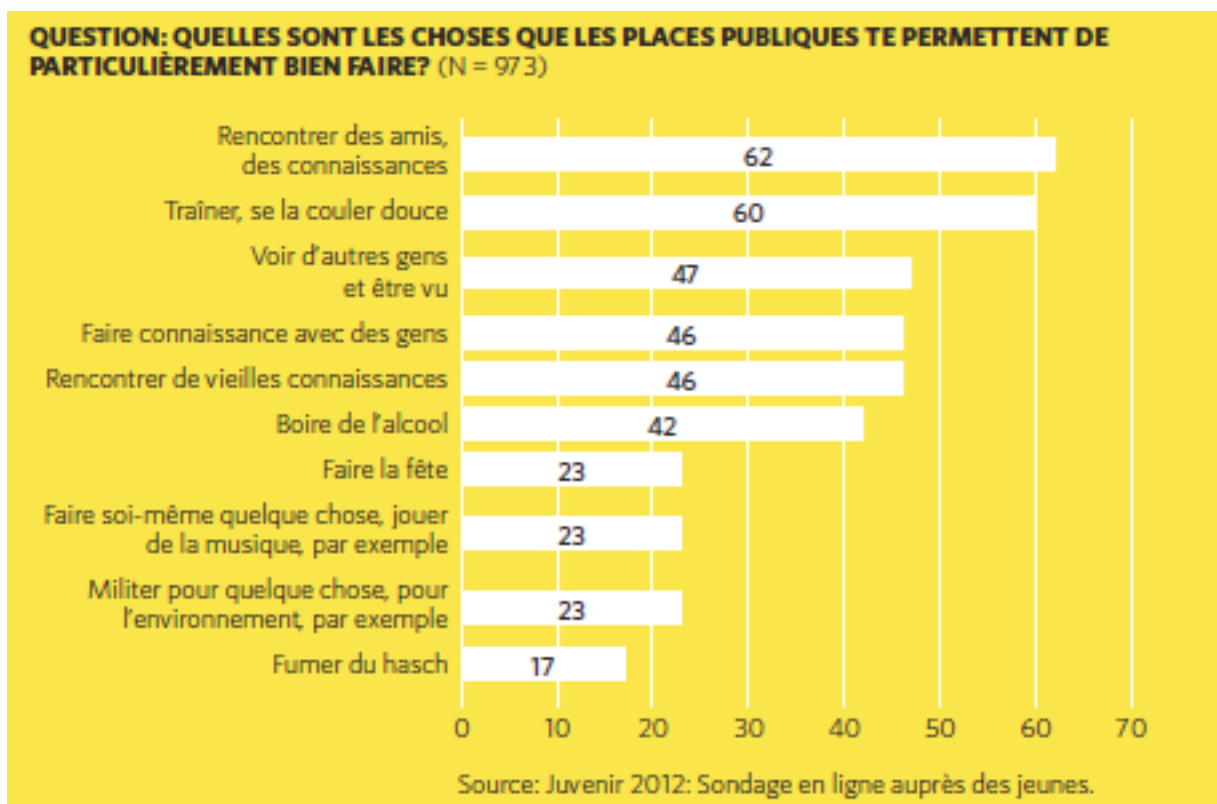
C'est ce qu'il faut avoir en tête pour bien comprendre le rapport qu'entretiennent jeunesse et espace public. À cette étape particulière de la vie sociale, en effet, il faut des lieux spécifiques. En fonction de l'âge, les jeunes recherchent d'abord des « *interstices* » (2), des « *angles morts* » (1) à proximité de leur domicile ou de leur établissement scolaire : des « *lieux à nous* » (1), où le groupe échappe au regard des adultes et où chacun peut s'inventer une vie parallèle, hors des rails domestiques et scolaires. En grandissant, ils s'aventurent dans des lieux un peu plus publics, où l'interconnaissance est moins forte, à la recherche d'expériences relationnelles nouvelles, qui mêlent mise en scène de soi et découverte de l'altérité ; jusqu'aux rues piétonnes de centre ville, fêtes foraines, grands centres commerciaux..., qu'ils fréquentent d'abord en groupe, avant d'y rechercher le confort de l'anonymat. Dans ces espaces de la centralité urbaine,

1. Sur ce point, voir le dossier réalisé en parallèle de celui-ci par Anne-Caroline Jambaud pour la Direction de la Prospective et du Dialogue Public de la Métropole de Lyon « *Rapports Hommes-Femmes et espace public* ».

loin des « tyrannies de l'intimité »², ce n'est plus la familiarité qui est recherchée mais la liberté, le fait de pouvoir jouer à être un autre, et éventuellement se livrer à des activités transgressives (fumer, draguer, faire la fête...). Les jeunes ne vont pas tant dans ces grands espaces publics pour consommer des biens

que pour « traîner », déambuler, observer les autres et s'exposer au frisson de l'inconnu.

Toute une série de pratiques peuvent ainsi être distinguées, entre les phénomènes d'appropriation collective de certains espaces familiers et la déambulation dans les sites livrés



Extrait de : « Notre place. Les jeunes dans l'espace public ». Étude Juvenir 1.0 © 2012, Jacobs Foundation

à la foule urbaine, où s'impose ce qui caractérise la sphère publique : un mode de sociabilité reposant sur une « culture impersonnelle » (3), faite de relations éphémères et de « liens faibles », très différents de ceux qui prévalent au sein de la famille ou des milieux d'interconnaissance. Les nombreux travaux de sociologie sur le sujet insistent tous sur l'importance, pour la jeunesse, de pouvoir accéder à cette gradation d'espaces publics, pour à la fois gagner en liberté individuelle et intégrer les codes de la vie publique.

C'est en effet en passant par ces « lieux qui émancipent » (4), où « l'imprévu et l'improvisation sont centraux » (1), que filles et garçons peuvent se détacher de leur milieu d'appartenance et acquérir les ressources grâce auxquelles ils deviendront des individus à part

entière. C'est là aussi, sur ces scènes d'apprentissage du vivre ensemble, que s'expérimentent en partie pour eux l'accès à la citoyenneté. Dans nos mondes contemporains de plus en plus ségrégués (entre milieux sociaux et entre lieux de résidence), c'est essentiellement dans ces espaces librement accessibles à tous, que les jeunes découvrent la différence, apprennent à fréquenter des inconnus, à tolérer des attitudes diverses, à respecter des règles communes de civilité ; et finalement à faire les compromis nécessaires à la coexistence en société. Et ce, alors même que leur présence dans l'espace public est souvent mal perçue par les adultes (lorsque les jeunes détournent les usages autorisés de certains lieux ou suscitent la crainte par leur comportement bruyant ou provocant).

- (1) Ramos E. et De Singly F., 2016, « La construction d'un espace « à nous » : la mobilité spatiale à l'adolescence ». In : *Les Annales de la recherche urbaine*, n°111, pp. 59-67.

- (2) Maurin A., 2010, « Le passage adolescent : habiter les interstices », *Le Télémaque* n° 38, pp. 129-142.

2. Richard Sennett, *Les tyrannies de l'intimité*, Éditions du Seuil, 1995

- (3) Joseph I., 1992, « L'espace public comme lieu de l'action ». In : Espaces publics en ville, *Les Annales de la recherche urbaine* n°57-58, pp. 211-217.
- (4) Zaffran J., 2016, « Bouger pour grandir. Défection et mobilité des adolescents », In : *Les Annales de la recherche urbaine* n°111, pp.68-77.
- Fize M., 1993, « Les bandes. L'"entre-soi" adolescent », Desclée de Brouwer.
- Vulbeau A., 2001, « La jeunesse comme ressource. Expérimentations et expérience dans l'espace public », Erès, 232 p.
- Baudouin T., Collin M., Bertho A., Hass C., Herard M., 2007, « Jeunes métropolitains aux Halles », CNRS/ Ville de Paris, <https://halshs.archives-ouvertes.fr>
- Le Breton D. (dir.), 2008, « Cultures adolescentes. Entre turbulence et construction de soi », Autrement, coll. Mutations, 180 p.
- Blier B., 2010, « L'espace public au défi de l'altérité », INJEP, <http://www.injep.fr>
- Moreau G., 2010, « Jeunesse et espace public : une mise en perspective ». In : *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 173-183.

BOUGER POUR GRANDIR : LA MOBILITÉ COMME EXPÉRIENCE PUBLIQUE

Grandir, s'extraire de son milieu familial et être capable d'élaborer un monde à soi, hors des lieux imposés de l'enfance, suppose donc de maîtriser un territoire de plus en plus vaste et de le faire sien progressivement. La ville est le cadre idéal de ce processus d'individuation, du fait des multiples pôles d'attraction qu'elle recèle et de la foule qui la parcourt, dans laquelle on peut à la fois se fondre et s'exposer. Cela a toujours été le cas, mais c'est encore plus vrai aujourd'hui, dans le monde de flux qui est le nôtre. Alors que la ville contemporaine est décrite par certains comme « machine à mobilité »³ –et la mobilité elle-même comme un « *bien public* » (5)–, l'épreuve de l'autonomie que doivent franchir les jeunes passe plus que jamais par cette capacité à se mouvoir dans l'espace urbain, que ce soit depuis les périphéries des agglomérations ou depuis le monde rural.

Nombre d'études montrent que cette conquête de nouveaux mondes par la jeunesse s'effectue de manière très progressive, par explorations ritualisées d'espaces de plus en plus éloignés du domicile ; la découverte de la ville et la déambulation en petits groupes allant de pair avec la découverte de soi. Un double voyage, donc, à la fois corporel et psychique, que les spécialistes de la jeunesse décrivent comme une « *expérience socialisante* » (6). Le temps même de la mobilité devient un temps de la vie publique (le flux des citoyens constituant une attraction sociale en soi) et les lieux de la mobilité (gares, stations et rames de tram ou de métro...) sont désormais considérés –et de plus en plus aménagés– comme des espaces publics en tant que tels. Dans les grandes villes,

ils sont à la fois lieux de rencontres, de festivités, de *deal*, de commerce, de manifestation politique et d'expression artistique. Et quand des groupes de jeunes ont tendance à y « faire territoire », ils en sont chassés, parce qu'il faut circuler : l'espace public est le royaume du passant, et non du sédentaire.

Les réseaux de transports publics prennent ainsi une importance croissante dans la vie des adolescents, au fur et à mesure qu'ils s'autonomisent. Ils sont le moyen pour eux d'accéder au statut d'individu auquel ils aspirent, de gagner en liberté et de prendre place dans des lieux mythiques de la ville, qui les attirent autant qu'ils les inquiètent. Ils sont aussi des espaces-temps propices au déploiement de la créativité juvénile et à l'affirmation de symboles identitaires de la jeunesse, qui vont des manières de parler et de bouger jusqu'aux styles vestimentaires. Dans les grandes agglomérations, c'est souvent dans ces espaces de transport que filles et garçons commencent à endosser une personnalité différente de celle qu'ils affichent dans leur quartier – à l'image de ces jeunes filles qui saisissent le temps du trajet entre la banlieue et le centre-ville pour se maquiller, voire pour se défaire du survêtement ou du foulard qu'elles portent, pour certaines, en vue d'échapper au contrôle familial ou communautaire qui s'impose dans leur cité.

Mais parce qu'elle est devenue si cruciale dans le processus contemporain d'autonomisation, la mobilité apparaît aussi comme un facteur fortement clivant au sein des jeunes générations. Même si l'appétence des jeunes en la matière est forte, dans les faits, leur mise en mouvement ne va pas sans craintes ni difficul-

3. « La ville comme machine à mobilité. Capitalisme, urbanisme et gouvernement des corps », Max Rousseau, In : *Métropoles* n°3 2208

tés. Les empêchements de diverses natures –matériels (faute d'infrastructures suffisantes dans certains territoires), mais aussi culturels, cognitifs, financiers... –sont des freins puissants, qui ne s'appliquent pas à tous de la même façon. À celles et ceux qui disposent d'un accès facile aux moyens de transport et, à travers eux, aux lieux de la centralité urbaine, la ville s'offre avec toutes ses potentialités ; aux autres, l'enfermement dans des mondes immobiles et socialement restreints, avec pour corollaire une moindre aisance dans la sphère publique. Les disparités constatées dans les pratiques de mobilité des jeunes sont ainsi à la source de savoir-être différents et, par la suite, de capacités diverses de mobilité sociale. Les chercheurs soulignent ces clivages, notamment entre urbains et périurbains, entre filles et garçons, et entre milieux sociaux. Certains distinguent même des catégories de jeunes au sein de milieux perçus comme socialement

homogènes (« la banlieue », par exemple), en fonction des modes d'articulation entre espaces de fixation (le domicile, la cité...) et espaces de mobilité. Face aux garçons des cités qui « tiennent les murs » ou aux filles qui ont du mal à sortir de chez elles, apparaissent des « *fous du mouvement* »(7), adeptes d'une « surmobilité »⁴ qui est une manière d'échapper à la ségrégation, de briser l'enchaînement à un lieu ou à un milieu d'appartenance.

On ne saurait donc trop insister, comme l'ont fait depuis longtemps tous les chercheurs et professionnels de la jeunesse, sur l'importance des politiques publiques facilitant la mobilité des zones urbaines et rurales vers la ville et dans la ville : parce qu'elles conditionnent entre autres l'accessibilité des espaces publics centraux et leurs usages partagés par toutes les générations, elles sont une clef pour la cohésion de l'ensemble de nos sociétés.

- (5) Lévy J. 2011, « La mobilité comme bien public », *Métropolitiques*, www.metropolitiques.eu
- (6) Devaux J. et Oppenchain N., 2012, « La mobilité des adolescents : une pratique socialisée et socialisante », *Métropolitiques*, www.metropolitiques.eu
- (7) Kokoreff M., 1993, « L'espace des jeunes : territoires, identités et mobilité ». In : *Les Annales de la recherche urbaine* n° 59-60, pp. 171-179
- Moreau G., 2010, « Jeunesse et espace public : une mise en perspective ». In : *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 173-183.
- Ramos E. et De Singly F., 2016, « La construction d'un espace « à nous » : la mobilité spatiale à l'adolescence ». In : *Les Annales de la recherche urbaine*, n°111, pp. 59-67.
- Zaffran J., 2016, « Bouger pour grandir. Défection et mobilité des adolescents », In : *Les Annales de la recherche urbaine* n°111, pp.68-77.
- Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2017, notes & rapports n°2017-07, INJEP/CREDOC, 150 p.

PLURALITÉ DES JEUNESSES ET RAPPORT À L'ESPACE PUBLIC ÉCLATÉ

En France comme ailleurs, la jeunesse n'est pas une catégorie homogène –et pas seulement du fait des âges différents que la notion englobe. Tous les spécialistes le soulignent : la diversité des appartenances sociales et des lieux de résidence des jeunes générations sont à l'origine de destins inégaux ; et cette pluralité est plus forte qu'autrefois. L'individualisation des parcours et la déritualisation du passage de l'adolescence vers l'âge adulte ont en effet entraîné un affaiblissement des valeurs collectives. Les modèles de socialisation auxquels les jeunes peuvent se référer dans nos sociétés occidentales sont aujourd'hui multiples et instables, pas assez consensuels pour s'imposer collectivement. Chacun expérimente donc à son rythme le chemin vers l'autonomie, en se référant à des valeurs librement consenties, qui se valident dans les relations interpersonnelles. Il en résulte des

« *itinéraires zigzagants* » (8) et de grandes disparités, en fonction des ressources auxquelles chacune et chacun peut avoir accès.

Ces ressources varient en premier lieu selon les milieux familiaux, notamment à partir des choix scolaires des parents, qui sont une composante très importante des stratégies de transmission et de socialisation des classes supérieures, soucieuses de distinction et d'entre-soi. Ce souci est aujourd'hui de plus en plus partagé par les classes moyennes, au sein desquelles tout un travail de « *réseautage* » (9) est mené pour garantir l'obtention d'un diplôme de qualité et dresser des « *remparts protecteurs* » (9) autour des enfants, puis des adolescents, afin de leur permettre d'évoluer au sein d'un espace de relations relativement uniforme. L'étroite corrélation qui existe entre l'appartenance sociale et les trajectoires

4. Christophe Gibout, « La "sur-mobilité" : une question de genre ? ». Texte initialement publié dans *Femmes et Villes*, textes réunis et présentés par Sylvette Denèfle, Collection Perspectives « Villes et Territoires » n°8, Presses Universitaires François-Rabelais, Maison des Sciences de l'Homme « Villes et Territoires », Tours, 2004, p. 155-166

scolaires en France explique ainsi en grande partie les inégalités entre jeunes, les différences de pratiques culturelles, de capacités d'intégration et d'insertion professionnelle. Et ce, même si l'on voit émerger dans certaines familles des milieux populaires des stratégies scolaires distinctives, *via* le recours à l'enseignement privé.

Cette balkanisation des mondes de la jeunesse, qui se lit surtout dans la coupure, en termes de valeurs, entre ceux qui détiennent un diplôme et ceux qui n'en ont pas, peut également être référée à d'autres éléments explicatifs. Car les différenciations entre jeunes se déclinent aussi en termes d'expériences urbaines, autrement dit en fonction du rapport vécu à la ville, des conduites et des représentations qui en découlent, des capacités d'urbanité acquises ou non par les intéressés. Au sein d'un même milieu, et à côté du facteur scolaire (qui joue, on le sait, de manière différente entre filles et garçons, les premières investissant davantage l'école), ce facteur peut contrebalancer ou accentuer les effets clivants liés au milieu social. Et c'est notamment à travers les modalités de fréquentation de l'espace public que se construisent ces écarts. Certains chercheurs distinguent ainsi l'expérience urbaine des jeunes qui se réfèrent principalement à l'horizon de la cité (un monde qui produit ses propres règles de socialisation), de celle de jeunes « alternatives » (engagées dans des formes d'expression culturelle contestataires, fréquentant des lieux publics ou semi-publics variés et des réseaux de sociabilité élargis) ou « bourgeoises » (se retrouvant plus volontiers dans des lieux privés ou payants : maison des parents, cafétéria, clubs...). D'autres distinguent les jeunes « de banlieue », « gentrifiée » et « rurale », en fonction de leur rapport au territoire. D'autres encore soulignent la diversité des pratiques culturelles des jeunes, qui serait liée à la fois à la « *spectaculaire diversification de l'offre, tant publique que commerciale* » (8), et aux compétences acquises *via* « *la ren-*

contre avec l'altérité (...) qui prend le plus souvent place dans l'espace public » (8).

Toutes sortes de jeunesse se recomposent ainsi dans la société française, qui investissent l'espace public de manière « *éclatée* » (10). Des formes anciennes de cet investissement subsistent, notamment dans le monde rural et dans le périurbain (activités des conscrits par exemple) ; d'anciennes pratiques sont transférées dans de nouveaux espaces plus ou moins publics (centres commerciaux, campus, parcs urbains...) ; et l'on voit naître de nouvelles modalités de fréquentation de l'espace public, à travers de grands rassemblements festifs ou proto-politiques, non ritualisés, mais qui contribuent néanmoins à la visibilité et au mixage relatif de différentes catégories de la jeunesse. Festivals, rave-parties et événements sportifs sont représentatifs de ces espaces rendus publics de manière éphémère, de même que les manifestations de lycéens ou d'étudiants, au cours desquelles s'expriment tout autant l'esprit de contestation que le plaisir d'être ensemble dans la rue, entre jeunes qui ne se côtoient pas forcément par ailleurs.

Enfin, au registre de cet éclatement des usages de l'espace public, il faut mentionner les pratiques agressives ou violentes d'une infime minorité de jeunes, au premier rang desquelles se sont imposés ces derniers temps les attentats et actions terroristes spectaculaires. Manière pour leurs auteurs d'affirmer une existence sociale qu'ils n'ont pas réussi à investir autrement, ces irruptions dramatiques ont touché fortement en France la jeunesse elle-même, fortement utilisatrice de l'espace public et affirmant en grande majorité sa volonté de continuer à l'investir de manière festive et fraternelle.

Autant d'usages qui rappellent combien l'espace public est par essence un lieu d'apparition et d'affrontement de valeurs différentes, de conflictualité et de désordre social potentiel – dont la gestion est le travail même du politique.

- (8) Dahan C., 2013, « Les adolescents et la culture », INJEP, Cahiers de l'action n°38, pp.9-20
- (9) Balley C. 2017, « Socialisation adolescente et usages du numérique. Revue de littérature », INJEP, 55 p.
- (10) Moreau G., 2010, « Jeunesse et espace public : une mise en perspective ». In : *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 173-183.
- Gibout C. et Gaultier G., 2001, « Les jeunes dans l'espace public, distants des institutions ? ». In : *Les jeunes entre équipements et espaces publics*, Agora débats/jeunesses n° 24, pp. 31-40
- Beaud S., 2002, « 80% au bac, et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire », La Découverte, 350 p.
- Pasquier D., 2005, « Cultures lycéennes, la tyrannie de la majorité », Autrement, 180 p.
- Van de Velde C., 2008, « Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe », Presses universitaires de France, 278 p.
- Kokoreff M., 2008, « Sociologie des émeutes », Payot, 335 p.
- Galland O. et Roudet B. (dir.) 2014, « Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans », La Documentation française, 280 p.
- Truong F., 2015, « Jeunesses françaises. Bac+5 made in banlieue », La Découverte, 282 p.

1. SOCIALISATION CROISSANTE PAR LES PAIRS

Parmi les tendances prospectives signalées par les chercheurs et les spécialistes de la jeunesse, il faut d'abord souligner l'importance croissante de la socialisation par le groupe de pairs. Dans nos sociétés modernes, où les formes traditionnelles d'appartenance (famille, village, profession...), perdent de leur pouvoir structurant, où chacun est invité à mettre en scène sa singularité et où l'autorité ne s'exerce plus aussi aisément que par le passé de manière hiérarchique, la construction des identités juvéniles se réalise de plus en plus au travers des activités partagées au sein d'une même génération. Cette socialisation par les pairs tendrait même à supplanter la transmission des références et des valeurs par l'éducation familiale ou par l'école, cette dernière étant jugée nettement moins intégratrice qu'autrefois. Le phénomène est attesté depuis les années 1960, lorsque la jeunesse a commencé de s'affranchir des formes traditionnelles de transmission, mais la crise des instances de socialisation juvénile s'est accentuée ces dernières décennies, en particulier dans les milieux populaires, à la mesure de la dévaluation de l'image des parents, lorsque ceux-ci sont réduits au chômage ou condamnés à un travail non valorisant. Si un certain équilibre entre préceptes familiaux et autonomie existe encore dans les classes moyennes et supérieures, le sentiment d'être dans une « société de la débrouille », où l'on doit compter pour s'en sortir sur ses propres ressources ou sur celles de communautés (réelles ou imaginées), est de plus en plus répandu dans les jeunes générations.

Ce mouvement « d'horizontalisation » des constructions identitaires est renforcé par la rapidité des transformations technologiques dans notre monde contemporain. Face à ces dernières, en effet, les adolescents ne peuvent guère apprendre que de leurs pairs : leurs parents ont grandi dans un monde trop différent, où l'emprise des jeux vidéo, des *smartphones*, du *podcasting* ou de la télé-réalité était sans commune mesure avec celle qui domine aujourd'hui. La montée en puissance du *peer-to-peer learning* dans certaines écoles et lieux de formation réputés « sans enseignants », de même que l'utilisation que font les jeunes des tutoriels vidéo disponibles sur YouTube, par exemple, témoignent de cette tendance, dont on mesure encore mal les conséquences sociales. En tout état de cause, l'adolescence moderne se trouve prise dans une situation peu confortable « d'autonomie sans indépendance » : elle doit conjuguer un accès précoce à certains savoirs non transmis par la cellule familiale ou l'école, avec le maintien d'une dépendance matérielle plus longue que jadis vis-à-vis des parents.

Toutes ces évolutions trouvent leur expression dans le rapport des jeunes à l'espace public, matériel et/ou virtuel. Pour nombre d'entre eux en effet, qui ne disposent pas d'une chambre privée au sein du logement familial, l'espace public est le principal lieu de déploiement du temps laissé vacant par les parents et non contraint par l'institution scolaire. Un temps libre trop souvent perçu par les adultes comme un temps gaspillé, de désœuvrement, alors qu'il est essentiel à la construction et à la socialisation juvéniles – précisément parce qu'il peut être investi de manière informelle, que ce soit individuellement ou collectivement. On rejoint là une autre problématique, soulevée notamment par les psychologues de la jeunesse, qui dénoncent le « remplissage » des emplois du temps des adolescents, par des parents craignant la vacuité et l'oisiveté pour leurs enfants. Ces chercheurs rappellent que les activités encadrées s'opposent parfois à la progression des adolescents dans l'affranchissement des rôles et la conquête de nouvelles libertés. La fréquentation de la rue et d'Internet, malgré les risques qu'elle peut comporter, est propice à un genre d'apprentissage « libre », qui permet aux jeunes de tester et d'échanger leurs savoirs entre eux et à leur rythme, seul moyen pour certains d'acquérir les compétences qui leur permettront de gagner en autonomie et en responsabilité.

Espace du temps libre, l'espace public est aussi, depuis le développement des industries culturelles et des médias qui leur sont liés, le lieu où prennent place nombre des pratiques artistiques et culturelles inventées ou appréciées par la jeunesse. Avec le sport et les manières de s'habiller, les produits culturels sont en effet devenus le principal réservoir des ressources identitaires grâce auxquelles les jeunes peuvent signifier leur appartenance au monde qu'ils veulent rejoindre. Ils en font un usage croissant et de plus en plus diversifié, à la fois pour accéder au savoir, tisser des liens avec leurs pairs et s'affirmer individuellement. Ces pratiques culturelles sont le support de flux de conversations (autour des séries télévisées pour adolescents, par exemple) qui par-

ticipient à l'expérimentation de la vie publique par les jeunes générations. Et les médias numériques (blogs, forum, chat...) constituent dans ce paysage de nouveaux modes de légitimation, où se jouent tout autant des formes collaboratives de production des cultures juvéniles que la transmission de modèles moraux et de règles du jeu social.

Cette redéfinition de la labellisation des valeurs au profit de l'individu et des réseaux (au détriment de la famille et de l'institution au sens large) affecte le fondement même de l'action des instances de transmission que sont l'école et les équipements culturels. Celles-ci sont en conséquence appelées, depuis un moment déjà, à revisiter leur mode de fonctionnement dans un sens plus interactif et collaboratif : une évolution en cours..., mais qui peine à suivre la rapidité des changements à l'œuvre. Le succès de fréquentation des médiathèques montre pourtant la voie. Ces équipements de proximité ont profité du mouvement de désinstitutionnalisation global du rapport des jeunes à la culture, parce qu'ils ont su mettre en place des médiations différentes de celles proposées dans le champ scolaire : en intégrant des produits numériques et des outils technologiques ; en mettant en avant l'ouverture, la liberté d'accès et la gratuité ; et en autorisant des usages variés des lieux (on peut y faire ses devoirs, y rencontrer des amis, y regarder des films...). Autant de mesures qui ont conforté leur caractère public.

Certains chercheurs insistent enfin sur le fait que ce qui s'apprend dans la rue ou sur l'espace des réseaux sociaux numériques est en partie transférable. Les compétences que les jeunes y acquièrent servent à certains à entamer des parcours de professionnalisation, tandis que d'autres y voient le moyen de se constituer les réseaux relationnels nécessaires à l'insertion sociale — réseaux qu'ils savent déterminants dans le monde d'aujourd'hui, et qui sont si difficiles à pénétrer par la seule voie académique, surtout pour les jeunes issus de milieux modestes. L'investissement dans ce domaine du « relationnel public » par les jeunes générations n'est sans doute pas prêt de se tarir, tant il fait désormais partie du cœur de compétences nécessaires à la réussite professionnelle, dans nos sociétés modernes. On a eu bien des exemples, au cours des dernières décennies, des usages informels de l'espace public qui permettent d'acquérir de telles capacités (avec divers arts de rue qui se sont institutionnalisés au fil du temps : graffiti, hip hop, break dance, slam...), et on le voit aujourd'hui avec d'autres pratiques, qui font appel à la musique, au sport, à la capture ou le partage d'images...

- Dubet F., 2002, « Le déclin de l'institution », Le Seuil, 419 p.
- Octobre S., 2009, « Pratiques culturelles chez les jeunes et institutions de transmission : un choc de cultures ? », *Culture prospective*, Ministère de la Culture et de la Communication, 8 p.
- Dahan C., 2013, « Les adolescents et la culture », INJEP, Cahiers de l'action n°38, pp.9-20
- Calogirou C. 2017, « Jeunes, espace public, appropriation de l'espace public », Influxus, www.influxus.eu

2. LES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES, ESPACE PUBLIC DES DIGITAL NATIVES³ ?

On le sait à présent, l'avènement d'Internet a bouleversé les frontières entre l'espace public physique et celui de la conversation et du débat. Dans ce grand mouvement, les réseaux sociaux numériques jouent un rôle fondamental, en particulier au sein de la jeunesse, qui les utilise massivement et participe à leur évolution très rapide. Pour les chercheurs qui travaillent sur le sujet, il est désormais évident que ces usages contribuent, tout comme les mobilités urbaines, au passage de l'adolescent du monde familier vers le domaine public.

Mais de même qu'il a toujours été difficile de proposer une distinction radicale entre sphère privée et sphère publique (ce sont plutôt les glissements de l'une à l'autre qui sont analysés, la teneur plus ou moins publique de tel environnement spatial ou de tel événement), les effets de ces nouvelles technologies sociales sur la vie publique sont encore complexes à décrypter. Plusieurs points sont à souligner en la matière. En premier lieu, tous les observateurs du phénomène se rejoignent autour de l'idée que les réseaux et plateformes numériques constituent des espaces de sociabilité majeurs pour les jeunes générations — parce qu'ils répondent aux besoins

3. On désigne par ce terme les personnes ayant grandi dans un environnement numérique et qui sont imprégnées de cette culture : Internet, web, ordinateurs, réseaux sociaux, jeux vidéos...

paradoxaux des adolescents : intimité et recherche de reconnaissance, aspiration à l'échange entre amis et découverte de l'inconnu. La manière dont les jeunes usent de plateformes aussi diverses que Facebook, Snapchat, YouTube, MySpace, Instagram, Whatsapp... et des outils qui permettent d'y accéder (chez les jeunes, pour l'essentiel, les *smartphones* et non plus l'ordinateur domestique) exprime ces contradictions. Et elle influe de manière décisive sur la gestion de leur vie sociale et privée, les savoirs qu'ils acquièrent et la construction de leur identité.

Les usages des médias sociaux sont aujourd'hui fortement corrélés aux usages des smartphones. En 2016 en Suisse, 99 % des jeunes âgés de 12 à 19 ans possèdent un téléphone portable personnel, presque tous un *smartphone*. Une étude du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) publiée en 2014 indique qu'en France, 59 % des adolescents de 12 à 17 ans possédaient un *smartphone*, et 81 % des 18-24 ans. Au Québec, 90 % des jeunes de 18 à 24 ans étaient équipés en téléphones intelligents en 2015.

Source : *Socialisation adolescente et usages du numérique, Rapport d'étude de l'INJEP, Claire Balleys, 2017.*

Les analyses convergent sur le fait que les usages juvéniles de ces technologies s'inscrivent dans une dynamique éminemment relationnelle (bien plus qu'informationnelle ou servicielle) : il s'agit avant tout, pour la très grande majorité des jeunes utilisateurs, d'entrer en relation avec d'autres et de faire reconnaître leur identité sociale. Comme dans l'espace public matériel, les interactions qui se développent sur ces espaces numériques sont le fruit de la rencontre entre un exercice de mise en scène de soi et la réception qui en sera faite par des interlocuteurs, connus ou inconnus, en l'occurrence médiatisés. L'espoir d'obtenir des retours de la part d'un public plus ou moins large constitue la principale motivation des publications effectuées en ligne par les adolescents. Pour le dire autrement, et d'une manière qui pourrait rassurer les adultes inquiets face aux usages intensifs de ces outils par la jeunesse, « *la plupart des ados ne sont pas addicts aux médias sociaux, ils sont addicts les uns aux autres.* »(11) Ce qui vient appuyer un constat largement partagé par les sociologues et anthropologues qui se penchent sur le sujet : l'activité expressive qui se joue sur ces réseaux ne diminue pas le nombre des rencontres réelles, mais au contraire tend à l'augmenter. Plus il y a d'échanges numériques, plus il y a de désir de rencontres physiques et de contacts en face-à-face. Le smartphone est ainsi devenu un puissant configurateur de pratiques collectives, en particulier chez les jeunes : il permet de favoriser des rassemblements au cours desquels les contenus textuels et visuels échangés sont supports de discussion et d'élaboration de normes comportementales, d'ajustements mutuels à des règles de vie commune, qui sont la base même de la socialisation.

Cela revient-il pour autant à dire qu'il se passe sur ces réseaux la même chose que dans l'espace public urbain ? La réponse mérite d'être nuancée. Les études en cours montrent que les médias numériques, incontestables espaces de sociabilité juvénile, ne sont pas des espaces publics comme les autres. Ils possèdent des caractéristiques (perdurabilité, investigabilité, reproductibilité...) qui bouleversent les règles de l'échange. La confidentialité parfois recherchée est difficile à assurer ; les degrés de publicisation sont très hétérogènes d'un média à l'autre ; et les indices indispensables pour cerner son interlocuteur et adapter son comportement, qui sont délivrés dans la vraie vie par le contexte physique de l'échange, sont affaiblis ou transformés. Autant de défis pour la jeunesse, qui les affronte le plus souvent sans être accompagnée par des adultes (et sans rechercher cet accompagnement : les jeunes considèrent en général que ces sites, forums, réseaux... leur appartiennent, qu'ils sont leur espace de liberté).

Des expérimentations sont en cours, dans les milieux de l'éducation populaire, sur un mode proche de celui de la prévention de rue, pour aider les adolescents à faire un usage éclairé des divers outils à leur disposition (voir ci-après l'interview relative aux *Promeneurs du Net*). Mais de l'avis même des accompagnants mobilisés sur ces expériences, les caractéristiques de l'univers numérique sont aujourd'hui bien mieux maîtrisées qu'hier par les jeunes générations, grâce au partage d'expériences entre pairs. Cela explique notamment que les usages évoluent dans le sens d'une plus grande privatisation. Tout en flirtant avec les risques de la recherche de réputation –que ces outils facilitent et que l'esprit de compétition de nos sociétés modernes encourage– garçons et filles se méfient désormais des rumeurs « qui collent à la peau », comme des plateformes qui ne garantissent pas assez de confidentialité. Et ils orientent leur choix et leurs

pratiques en fonction de ce qu'ils apprennent en la matière, chaque jour ou presque. Snapchat, par exemple, qui se distingue par le caractère éphémère des traces laissées par les utilisateurs, est actuellement préféré à des réseaux comme Facebook, trop investis par les adultes et où la liberté d'expression est moindre, du fait de la très forte visibilité de ce qui est publié. Un constat qui alimente aussi l'idée que les réseaux sociaux numériques modifient certains modes de relations au sein de la jeunesse, au bénéfice de contacts éphémères. Les fils de discussion instantanés, comme la pratique du *streaming* (envoi ou lecture de contenus en direct), n'empêchent pas les jeunes de nouer les relations à long terme, mais ajoutent la possibilité d'accéder à une multitude de liens immédiats, ce qui modifie également le rapport au temps des jeunes utilisateurs.

Si ce type de liens se rapproche de ceux que l'on peut nouer dans l'espace public physique, les analyses les plus récentes soulignent cependant que les usages des réseaux et médias numériques par les jeunes relèvent majoritairement d'une sociabilité d'ordre privée ou communautaire, marquée par « *une quête inconsciente d'homogénéité sociale* » (11). Davantage encore qu'entre adultes, les échanges numériques au sein de ces générations sont en effet « *empreints de préjugés culturels* » (11) qui répliquent en grande partie « *les divisions et affiliations du monde réel* » (11). Un constat qui rejoint l'ensemble des travaux montrant que de fortes inégalités existent au sein de la jeunesse en matière de pratiques numériques, ces dernières étant sensiblement corrélées aux inégalités sociales et économiques globales ; de même qu'il existe « *une corrélation entre mobilité physique et mobilité sur Internet* » (12), indexée elle aussi sur le positionnement social, économique et résidentiel des jeunes. Pour toutes ces raisons, préviennent certains chercheurs, « *il ne faut pas faire de la fréquentation d'espaces d'interaction sur Internet le correcteur à la fragmentation urbaine, permettant une mise en contact de tous avec tous* » (12).

Même si, aux USA, des études considèrent qu'une partie des jeunes utilisent les réseaux numériques pour compenser les difficultés croissantes d'accès à l'espace public physique –celui-ci étant réduit du fait des modes de conception urbaine mais aussi, pour ce qui en reste, de plus en plus contrôlé, sécurisé, fonctionnalisé– le constat ne semble pas généralisable en tant que tel au contexte européen, où il convient plutôt de parler de complémentarité d'usages. En France, notamment, diverses données confirment l'attractivité persistante auprès de la jeunesse des espaces publics de centres-villes, qualifiés dans une récente étude de « *réseaux sociaux du réel* » (Cf. encadré). Là continuent en effet de se déployer des modes d'interaction irremplaçables, dominés par le face-à-face, l'anonymat et la sérendipité, trois facteurs qui autorisent des expériences urbaines complémentaires à celles que vivent les jeunes sur les médias sociaux.

Selon le Baromètre 2017 du centre-ville et des commerces, publié par l'Institut CSA, l'association Centre-Ville en Mouvement et Clear Channel, la fréquentation des centres-villes par les Français se maintient, en particulier dans les grandes agglomérations, et pas seulement pour des usages commerciaux. Les centres-villes suscitent un fort attachement de la population, ils sont perçus comme des espaces de convivialité et plébiscités par 65 % des jeunes de 18 à 34 ans.

Source : barometre.centre-ville.org/

- (11) Balleys C. 2017, « Socialisation adolescente et usages du numérique. Revue de littérature », INJEP, 55 p.
- (12) Oppenchain N., 2011, « Les pratiques de sociabilité urbaine et sur l'Internet des adolescents de zones urbaines sensibles franciliennes », *Flux*, n° 83, pp. 39-50
- Rizza C., 2006, « La fracture numérique, paradoxe de la génération Internet », *Hermès. La Revue*, n°45, p. 25-32.
- Tisseron S., 2009, « Grandir au temps de la révolution virtuelle ». In : *Identités*, Erès, pp. 211-223.
- Cardon D., 2010, « Les réseaux sociaux en ligne et l'espace public », *L'Observatoire* n°37, pp. 74-78
- Granjon F., 2011, « De quelques pathologies sociales de l'individualité numérique. Exposition de soi et autoréification sur les sites de réseaux sociaux », *Réseaux*, n°167, p. 75-103.
- Boyd D., 2014, « It's Complicated. The Social Life of Networked Teens », Yale University Press.
- Lachance J., 2016, « Le smartphone : un objet transitionnel ou interactionnel ? », *L'école des parents* n°121, pp.105-114
- Octobre S., 2016, « Jeunes connectées, quelles mutations socio-culturelles ? ». In : Cultures numériques et pratiques numériques des jeunes. Donner du sens aux usages, *Champs culturels*, n°28, pp. 21-26

3. CONTRÔLE DES ESPACES PUBLICS VERSUS CULTURE DU RISQUE

La quête des limites et la mise à l'épreuve de soi, qui participent fondamentalement de la construction des identités juvéniles, sont au cœur des pratiques de l'espace public par les jeunes générations, que ce soit dans la rue ou sur Internet. Cela se traduit par des provocations langagières diverses ; par des comportements de mise en danger physique (le *train surfing* par exemple, qui consiste à s'accrocher aux rames de train ou de tram et à filmer son exploit en vue de diffuser sa performance sur Youtube) ; ou encore par le partage sur les réseaux numériques de photos intimes, de soi-même ou d'autrui, qui relève pour certains d'une volonté de transgression d'une norme sociale, de confrontation à la désapprobation morale des adultes, voire de revanche interpersonnelle, aux conséquences mal maîtrisées.

En fonction de leur âge, garçons et filles explorent ainsi de multiples manières le champ des possibles qui s'ouvre à eux, selon un processus sans cesse réinventé où recherche de reconnaissance et conduites à risques vont ensemble. L'imagination des jeunes semble ne pas avoir de bornes en la matière, et elle est aujourd'hui stimulée par la mondialisation de l'information (qui fournit à la fois des sources d'inspiration et une publicité démultipliée). Lorsqu'elle se conjugue avec un malaise identitaire ou psychique trop puissant, elle conduit à des comportements délinquants, voire à des actes extrêmes, utilisant l'espace public à des fins de mise en scène tragique.

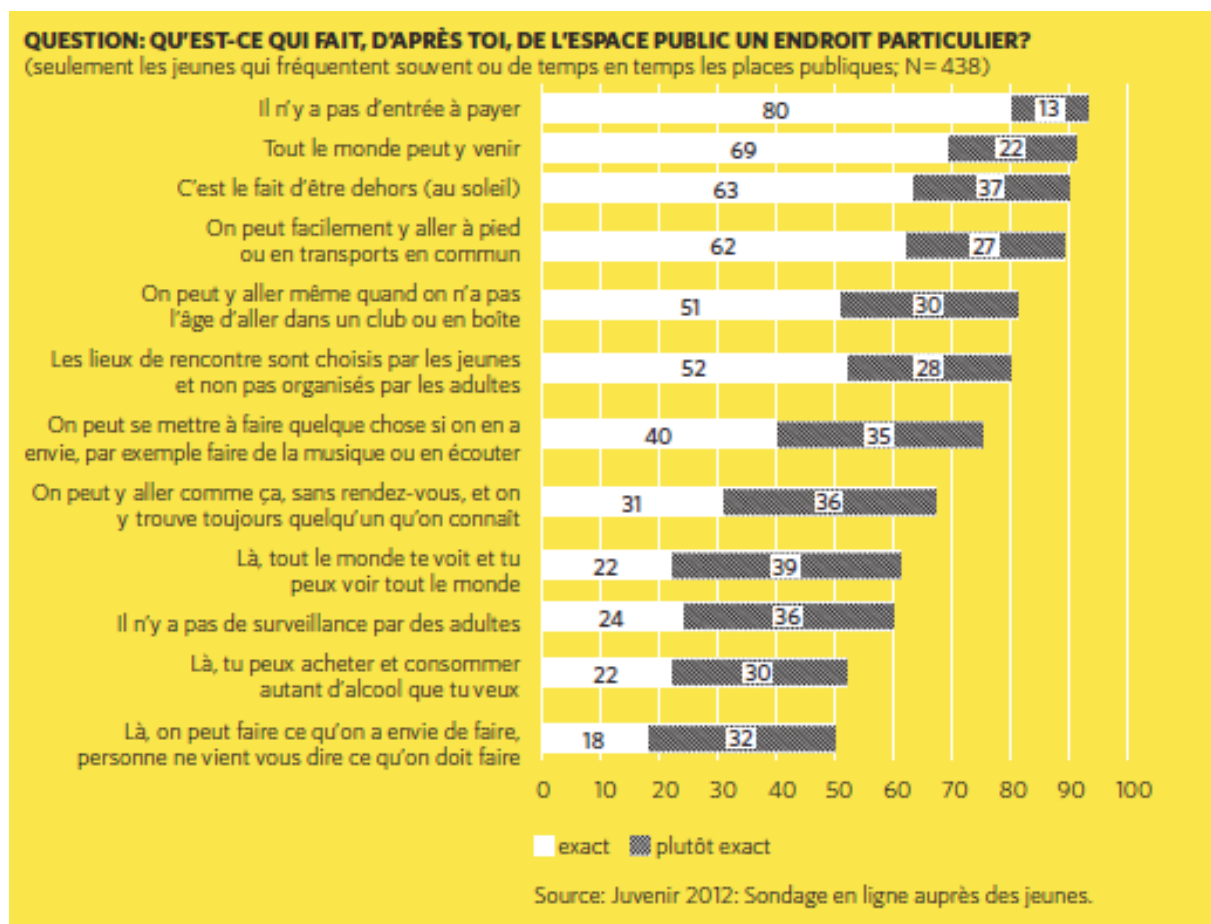
Autant d'attitudes qui focalisent l'attention des médias, des parents et des institutions, inquiets quant aux dangers potentiels de l'espace public, physique et numérique, pour les jeunes générations. Et ce, alors même que la réalité routinière des pratiques de la très grande majorité des adolescents est beaucoup plus nuancée. Les chercheurs soulignent ainsi qu'à la faible tolérance des adultes face aux comportements des groupes de jeunes dans la rue (depuis toujours perçus comme gênants, sources de bruit, de désordre, d'insécurité...), s'ajoute désormais une peur collective, voire une « angoisse réflexe », propre au contexte historique de nos « sociétés du risque » – dans lesquelles la référence au danger encouru par les individus est omniprésente. Un contexte qui n'a pourtant pas que des aspects négatifs, comme le rappellent certains sociologues : la culture du risque peut en effet être considérée comme « *un aspect fondamental de la modernité, par lequel la conscience des risques encourus devient un moyen de coloniser le futur* » (13).

Face au désir puissant de la jeunesse d'investir l'avenir en mesurant ses forces à l'inconnu, le monde des adultes oppose moins d'interdits drastiques qu'autrefois..., mais nettement plus de limites invisibles, qui se traduisent par un contrôle quasi permanent de l'espace public urbain et, de plus en plus, de l'univers numérique (à travers des applications comme *parents dans les parages.com*, par exemple). À côté des mesures fortes relevant de ce que certains dénoncent comme une « obsession sécuritaire » (caméras de surveillance, mobilier urbain défensif, couvre-feu dans certaines villes, contrôles d'identité répétés à l'égard de certains jeunes...), on distingue désormais diverses méthodes « douces » utilisées pour inciter sans contraindre et orienter les comportements des usagers dans l'espace public. Si ces méthodes relevant du *nudging* ne visent pas spécifiquement la population juvénile, cette dernière est cependant la plus concernée, du fait de sa forte fréquentation de cet espace. Et même si cette population est la plus rebelle à l'imposition de limites... et la plus inventive pour les contourner, le résultat est là : les adolescents ont « *moins de liberté pour flâner et se rencontrer au coin du quartier que les générations précédentes* » (14).

Les chercheurs en sciences sociales déplorent ce rétrécissement de l'accès aux lieux de la vie publique pour la jeunesse, qui se manifeste notamment par la marchandisation et/ou la privatisation des espaces urbains (les zones ouvertes de centre-ville sont remplacées par les quasi-rues des centres commerciaux, fermées la nuit et aux accès gardés par des vigiles). Mais aussi par les dispositifs urbanistiques de prévention situationnelle ; le confinement des pratiques juvéniles de loisirs à l'intérieur d'espaces dédiés (skateparks, citystades...) ; ou encore la sursollicitation de l'attention des adolescents. Ces derniers, expliquent certains chercheurs, « *souffrent d'un excès de sollicitude* » (15) caractéristique de nos sociétés modernes, et non sans conséquence sur leur construction identitaire.

Ainsi, alors que tous les spécialistes de la jeunesse insistent sur le besoin d'espaces informels, « *non dédiés* » (16), « *non institutionnels* » (16), pour que puissent se développer des modes d'ex-

pression propres à ces classes d'âge ; alors que les jeunes eux-mêmes ont tendance à dédaigner les activités de loisirs organisées par les adultes à leur intention et disent, lorsqu'ils sont interrogés, leur goût pour des espaces non attribués, leur appétence pour les lieux qu'ils choisissent eux-mêmes..., sociologues et psychologues s'inquiètent d'un urbanisme qui voit disparaître les terrains d'aventure au profit d'espaces à jouer clefs en main. Plus généralement, ces observateurs dénoncent une fonctionnalisation croissante des lieux de la ville, qui laisse peu de place à l'ennui, à la rêverie, à l'improvisation ou au détournement des usages.



Extrait de : « Notre place. Les jeunes dans l'espace public ». Étude Juvenir 1.0 © 2012, Jacobs Foundation

L'enjeu, pour les pouvoirs publics, n'est évidemment pas de laisser se développer des zones de non droit dans la ville, mais de proposer des espaces où la déambulation de tous les publics soient possibles. Il est connu en effet que ce n'est pas en tentant d'écarter les jeunes de l'espace public que l'on rend celui-ci plus sécurisant, mais en augmentant la possibilité de présence d'autres catégories de la population, notamment celle des femmes et des personnes âgées. Cela suppose en premier lieu le maintien de la gratuité d'accès à de tels espaces et l'amélioration de leur confort (présence de sièges, d'eau, d'ombre, de toilettes publiques...); et en second lieu des modes de gestion propres à garantir des règles d'usage partagées. Pour assurer ces règles, qui doivent permettre de rappeler à chacun, aussi souvent que nécessaire, les conditions de la vie publique, on sait que la logique pénale ou d'intervention réactive, tout comme le filtrage des accès, ne suffisent pas. Il faut, expliquent certains chercheurs, « une logique de management des lieux » (17) reposant sur la présence humaine – en l'occurrence celle de « garants de l'ordre en public » (17).

Les règles de l'hospitalité et de la civilité, en effet, ne peuvent s'assimiler au travers d'enseignements théoriques ou de simples campagnes de communication, comme bien des auteurs l'ont montré. Elles s'acquièrent avant tout par l'expérience, à l'occasion des interactions concrètes que jeunes et adultes vivent dans l'espace public. Nombre de collectivités et de grands opéra-

teurs de transport urbain l'ont compris, qui misent sur la présence dans les rues, gares, places et parcs publics d'agents de police de proximité, mais aussi de « grands-frères », « d'agents d'ambiance », de professionnels de l'animation, de la médiation ou de la prévention de rue – dans lesquels les jeunes peuvent se reconnaître. À ces mesures d'accompagnement de la jeunesse qui privilégient le « aller vers », peuvent s'ajouter l'aménagement d'espaces accessibles librement pour des activités dédiées à la contemplation, à la relation, à la connectivité ou à la « ludicité », plus qu'à la consommation (pianos dans les gares, espaces wifi, lieux de pratique ou d'exposition artistique, petits équipements d'entraînement sportif...).

La réflexion est également à l'œuvre du côté des grands centres commerciaux, pour lutter contre le désamour dont ceux-ci commencent à souffrir de la part de la jeunesse des pays occidentaux (alors qu'ils font l'objet d'un engouement notable dans d'autres pays, où leur apparition offre des conditions de liberté plus grande que dans la rue). Pour faire face à ce début de désaffection, les gestionnaires de ces centres s'emploient à les désenclaver, autrement dit à renforcer leur caractère public, en les ouvrant sur de véritables rues dont ils tentent de capter le flux. Ils le font aussi en complétant leur fonction purement commerciale par une offre de supports d'activités prisées par les jeunes (événements culturels ou festifs gratuits, jeux vidéos mobiles comme les Pokemon Go, mis en place en 2017 par le groupe Niantic dans ses différents centres). Une tendance qui va sans doute s'accroître dans les années à venir, tant ces événements qui attirent les foules peuvent être source de nouveaux modèles économiques, aussi bien pour les entreprises que pour les collectivités locales (revente de la donnée, revitalisation de quartiers en déshérence...).

Le Forum des Halles à Paris, attracteur de la jeunesse de toute l'Île de France, est un bon exemple de ces lieux où s'expérimentent ces nouvelles modalités de gestion des jeunes dans l'espace public : outre la tolérance à l'égard des rassemblements et pratiques artistiques juvéniles qui se déroulent de très longue date à ses portes – fruit d'une cogestion permanente entre pouvoirs publics, forces de l'ordre et jeunes eux-mêmes – le centre commercial parie pour se renouveler en 2017 sur sa nouvelle Canopée : un espace organisé autour d'un jardin comportant un « terrain d'aventure en accès libre, sans animateur ni réservation de créneau horaire »⁴ ; « des lieux pour pique-niquer ou ne rien faire »⁴ ; un pôle culturel associant un conservatoire de musique, un espace dédié au hip hop, un « kiosque jeunes », un parcours sportif, une Maison des pratiques artistiques amateurs et une médiathèque. Le tout animé par des acteurs culturels décidés à travailler ensemble pour favoriser « le croisement des publics » et « la plus grande ouverture possible aux près de 40 millions de visiteurs qui fréquentent le centre chaque année »⁴. Une politique soutenue par la Ville de Paris, qui voit dans ce haut lieu du commerce bien plus qu'un espace marchand : un lieu de vie symbolique de l'avenir de la capitale – qui ne saurait être déserté par la jeunesse.

- (13) Giddens A., 2004, « La transformation de l'intimité », Éditions du Rouergue/ Chambon, 265 p.
- (14) Balleys C. 2017, « Socialisation adolescente et usages du numérique. Revue de littérature », INJEP, 55 p.
- (15) Zaffran J., 2010, « Le temps de l'adolescence. Entre contrainte et liberté », Presses Universitaires de Rennes, 188 p.
- (16) Dahan C., 2013, « Les adolescents et la culture », INJEP, Cahiers de l'action n°38, pp.9-20
- (17) Roché S., 2002, « Tolérance zéro ? Incivilités et insécurité », Odile Jacob, 2002, 304 p.
- Juvenir, 2012, « Notre place. Les jeunes dans l'espace public », Étude de la Jacobs Foundation, Zurich, 14 p.

4. HACKER LA VILLE : VERS UNE URBANITÉ LUDIQUE

Une autre tendance forte d'évolution des pratiques de l'espace public par les jeunes des villes occidentales est illustrée par le développement des usages sportifs et « sauvages » de la rue, et plus largement de l'ensemble des lieux de la ville (murs, sous-sols, toits des immeubles, escaliers, mobilier et friches urbaines...). Alors que les décennies 1980 à 2000 ont été marquées par le déploiement des pratiques artistiques spontanées de la jeunesse dans l'espace public (avec le graffiti et le hip hop notamment), l'engouement actuel pour les sports de rue et le *hacking*

4. « Demain les Halles », Le Mag du réaménagement du quartier des Halles, n° 14, juin 2017, SemPariSeine.

urbain témoigne d'une nouvelle étape d'investissement de la vie publique par les jeunes citoyens. Le skateboard, la grimpe, la glisse et la spéléologie urbaines sont autant de manifestations de cette évolution ; de même que le *parkour* (pratique physique consistant à transformer des éléments de l'environnement en obstacles à franchir par des sauts ou des escalades), le *street workout* (entraînement de rue à mi-chemin entre la gymnastique et la musculation) ou, dans un autre style, l'*urbex* (activité clandestine d'exploration urbaine consistant à visiter et photographier des lieux abandonnés, cachés, le plus souvent interdits d'accès).

Parce qu'ils utilisent la diversité des matériaux, des architectures et des patrimoines urbains, parce qu'ils intègrent une dimension ludique et des valeurs de partage (et pas seulement de performance individuelle), ces usages de l'espace public sont analysés par certains auteurs comme étant spécifiquement ancrés dans notre époque, « *en osmose avec le contexte culturel de postmodernité.* » (18) Conjuguant mobilité et quête de plaisir, apprentissage et défis entre pairs, technicité corporelle et agilité de la perception, ils contribuent fortement à l'affirmation des identités juvéniles contemporaines, parce qu'ils satisfont le besoin de découverte des jeunes, leur goût du risque, mais aussi un « *sens des émotions partagées avec les siens* » (18). Ils sont en effet supports de sociabilité en petits groupes d'amis, objets d'échanges de photos et de savoir-faire ; de bricolage ou de troc de matériel ; sources de conversations et d'affirmation de styles via des magazines, des vidéos ou des fils de discussion en ligne.

Porteuses de valeurs étroitement liées à la notion d'espace public (risque, spontanéité, serendipité...), ces pratiques sportives et exploratoires qui échappent à l'encadrement social sont vécues pour un temps par les intéressés non pas comme des loisirs, mais comme des activités centrales de leur vie, de véritables passions, structurantes au même titre que peut l'être la pratique d'un art. Elles sont aussi l'occasion pour les pratiquants de se frotter à toutes sortes de publics, en passant..., ainsi que, notons-le, l'objet d'une mise en visibilité des inégalités de genre –et donc la source de prises de conscience pour certaines jeunes filles. Bien que celles-ci soient nettement moins présentes que les garçons dans ces activités de rue, elles conquièrent progressivement leur place en la matière, comme elles l'ont fait dans le hip hop. La communauté française du *parkour* et du *freerun*, qui s'est dotée d'une fédération nationale depuis 2011, possède ainsi son versant féminin. Les « traçuses » qui pratiquent dès leur jeune âge voient dans ce sport une forme de self défense ou d'empowerment adaptée « aux filles appelées à évoluer seules en milieu urbain. (...) Cela pousse à se dépasser, à affronter ses peurs, à connaître son corps et ses capacités : bref, un bon remontant pour l'estime de soi ! »⁵

Pour toutes ces raisons, on peut dire que ces nouveaux usages de l'espace public reflètent autant qu'ils participent à l'évolution profonde de nos sociétés. Ils contribuent à l'enrichissement des imaginaires urbains, pour leurs adeptes comme pour celles et ceux qui en sont les spectateurs. Mais ils peuvent aussi être analysés, au-delà de leurs aspects récréatifs, comme un mode de participation de la jeunesse à la vie publique. Certains voient en effet dans ces pratiques subversives de la ville des formes de « guérilla ordinaire », proches de la dérive situationniste ou de la flânerie baudelairienne. Et ce qui est vrai des plus jeunes avec le *parkour* ou le skateboard, par exemple, l'est aussi pour des individus plus âgés avec l'*urbex* ou le *hacking urbain* –une pratique inspirée du bidouillage informatique, qui mobilise des *game designers*, artistes et étudiants aspirant à détourner la ville de ses fonctions premières par le jeu et la créativité.

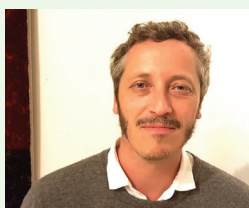
« *La fonction sportive de la rue est politique* », expliquent ainsi certains chercheurs, dans la mesure où elle provoque « *des rencontres entre les différentes manières d'être en public* » (19). En produisant dans la rue des spectacles de toutes sortes, en investissant des lieux pour s'entraîner, pour s'amuser, défier soi-même et les autres sur les spots les plus connus des grandes villes, « *les pratiquants introduisent des sensations nouvelles dans la vie quotidienne, du désordre dans le banal* ». Par « *leurs manières inhabituelles, minoritaires et jugées la plupart du temps dérangeantes* », ces activités sont « *des vecteurs de mise en scène et de discours quant à la ville elle-même, aux relations entretenues entre les différents usagers de l'espace public, aux rapports à l'environnement, au patrimoine ou aux formes de sociabilité imaginées dans le cadre*

5. <http://les-furies.blogspot.fr/2010/05/dernierement-jai-connu-le-parkour.html>

urbain. » (19) Le geste sportif ou créatif ainsi exposé par les jeunes générations sur la scène urbaine fonctionnerait comme « *métaphore du débat public* » (19) : il est une façon d'exprimer l'affrontement entre valeurs et aspirations différentes – essence même de la dimension politique de l'espace public.

On rejoint là les analyses qui, en s'interrogeant sur la fonction sociale et politique des initiatives des jeunes dans l'espace public, invitent à considérer celles-ci comme une forme d'éducation citoyenne expérimentée. Toute la question étant de leur conférer « *une place légitime dans les dispositifs d'intervention sociale, d'éducation et de citoyenneté* » (19), sans pour autant les enfermer ou les considérer comme stables. Par leur inventivité et leur renouvellement constant d'une génération à l'autre, ces initiatives défient en effet les capacités d'adaptation des collectivités locales et des acteurs privés qui interviennent dans l'espace public. Tout autant que leur répression, les logiques d'institutionnalisation ou de marchandisation qui sont parfois mises en place pour tenter de canaliser ces usages n'épuisent pas le besoin inextinguible de la jeunesse d'explorer l'inconnu : en vidant les activités juvéniles de leur dimension transgressive, elles diminuent aussi leur puissance d'attraction. L'émergence d'écoles ou de start-up qui se saisissent de l'engouement des jeunes pour certaines pratiques sont de bons exemples de ces récupérations qui n'auront qu'un temps – tant il est vrai que « *la liberté qu'on organise pour nous n'est pas une liberté.* » (20)

- (18) Calogirou C., 2017, « Jeunes, espace public, appropriation de l'espace public », Influxus, www.influxus.eu
- (19) Gibout C. et Lebreton F., 2014, « Cultures juvéniles et loisirs sportifs de rue : une approche par l'espace public ». In : Des sports et des jeunes, *Agora débats/jeunesses* n°68, Presses de Sciences Po, pp.71-84
- (20) Étude Juvenir, 2012, « Notre place. Les jeunes dans l'espace public », Jacobs Foundation, 14 p.
- Pedrazzini Y., 2001, « Rollers et skaters, sociologie du hors piste urbain », L'Harmattan, 226 p.
- Cazenave N., Michel G., 2008, « Conduites à risques et variation de l'estime de soi chez les adolescents : l'exemple du parkour », *Annales médicopsychologiques*, n° 166, 2008, pp. 875-882.
- Escaffre F., 2011, « Espaces publics et pratiques ludo-sportives : l'expression d'une urbanité sportive », *Annales de géographie*, n°680, 2011/4, pp. 405-424.
- Laurent J., 2012, « Le skateboard. Analyse sociologique d'une pratique physique urbaine. This is Street Skateboarding », L'Harmattan, 252 p.



“ Un peu sur le même principe que la maraude de rue, la maraude numérique relève du "aller vers", qui anime notre réseau depuis longtemps déjà. ”

Isabelle SENTANA, coordonnatrice du dispositif *Promeneurs du Net* et **Pierre GUYOMAR**, référent numérique au CRIJ Auvergne Rhône-Alpes. (Entretien réalisé par Catherine Foret le 20 décembre 2017)

Le Centre Régional d'Information Jeunesse Auvergne Rhône-Alpes est un lieu ressource pour les 13-30 ans, leurs familles et les professionnels de la jeunesse. Labellisé par l'État et membre de l'Union Nationale Information Jeunesse, il anime, coordonne et forme une centaine de structures dans la région (MJC, Missions locales, Centres sociaux, Foyer Jeunes Travailleurs, associations diverses) qui accueillent et informent sur les questions d'emploi, de formation, de logement, santé, mobilité, loisirs, sport, culture... Le CRIJ intervient également sur l'éducation à l'information et coordonne depuis juin 2017 à l'échelle de la Ville de Lyon l'expérimentation des *Promeneurs du Net*, dont l'extension est prévue en 2018 à la Métropole lyonnaise.

Depuis quand le CRIJ s'intéresse-t-il au numérique comme moyen d'échange avec les jeunes ?

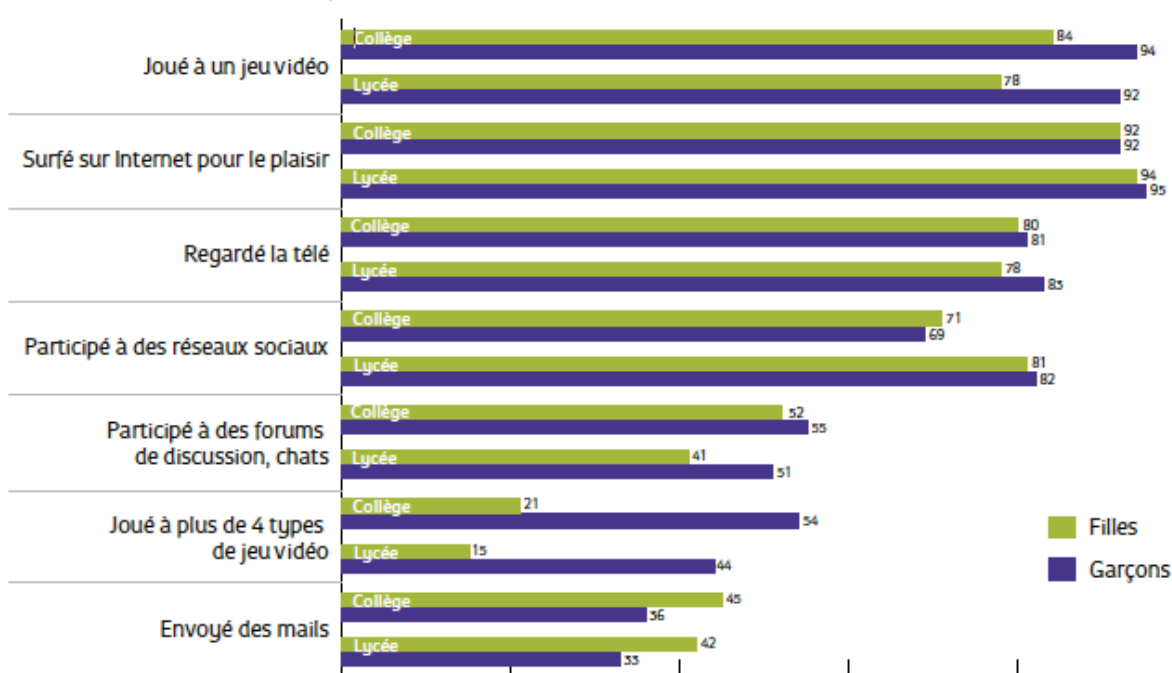
Nous sommes présents en ligne, notamment sur les médias sociaux, depuis 2009, pour proposer aux jeunes de l'information ou des contacts : c'est tout aussi important, à l'heure actuelle, que d'assurer une présence sur des lieux d'accueil physiques. Les structures du Réseau Information Jeunesse sont nées après mai 68, à la demande des jeunes, qui avaient besoin de lieux où obtenir des informations de manière gratuite et anonyme. Cette fonction d'accueil est toujours assurée, sans rendez-vous, quel que soit le statut ou l'âge des jeunes. Mais alors que nous accueillions 150 000 jeunes par an à Lyon dans les années 1990, ils ne sont plus que 30 000 à pousser les portes aujourd'hui. Les professionnels de la jeunesse ont de plus en plus de mal à les toucher, parce qu'ils sont de plus en plus dans leur chambre, devant des écrans. Par ailleurs, les demandes ont changé. Les jeunes qui viennent à nous sont déjà informés, souvent grâce aux médias sociaux. Ils ont surtout besoin d'explications ou de validation, ce qui suppose de les recevoir plus longuement.

Cela confirme-t-il l'idée que la socialisation entre pairs est plus forte qu'autrefois ?

Absolument. Aujourd'hui, leurs premiers interlocuteurs sont les membres de leur génération. Parfois aussi, les animateurs de quartier. Alors qu'il y a 20 ou 30 ans, le rôle des parents et des pédagogues était beaucoup plus important. Les jeunes cherchent des personnes de confiance, car la défiance est très forte par rapport à l'information institutionnelle. Il nous faut donc changer de modèle, et l'accompagnement numérique fait partie des besoins à satisfaire. Le mythe des *digital natives* ne doit pas faire illusion, en effet. En dépit des apparences, on sait que les jeunes ne sont pas à l'aise dans l'espace numérique et que les usages en la matière ne s'improvisent pas. Sur les réseaux sociaux, nous essayons de leur dire : « *Hep ! Nous sommes là, si vous avez besoin d'aide...* » Un peu sur le même principe que la maraude de rue, la maraude numérique relève du « aller vers », qui anime notre réseau depuis longtemps déjà. L'idée est de faire savoir aux jeunes qu'ils peuvent se rendre dans des lieux dédiés pour être accompagnés.

Filles et garçons : pratiques d'écrans pour au moins un usage hebdomadaire (en %)

Au cours de la semaine dernière, avez-vous... ?



Source : enquête PELLEAS, OFDT- CJC Pierre-Nicole, Croix-Rouge française, 2014.

Comment est né le dispositif des *Promeneurs du Net* à Lyon ?

Lorsque la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) a décidé en 2017 de déployer le dispositif au niveau national, sur la base d'une expérience conduite dans la Manche (elle-même inspirée d'une initiative suédoise), nous étions prêts, du fait de nos pratiques antérieures. Au même moment, la Ville de Lyon entamait une démarche pour disposer d'un outil d'information en ligne (le futur site Internet Info Jeunes Lyon) et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Ministère de la Jeunesse et des Sports voulait déployer un outil du même genre : La boussole des jeunes. Ces trois volontés se sont rejointes autour d'un objectif commun : investir davantage la rue numérique, pour capter l'attention des jeunes là où ils sont, et ensuite les faire venir dans des structures où ils pourront être accompagnés. Pour le CRIJ, c'était une reconnaissance du savoir-faire que nous avons développé, et cela allait bien avec notre côté « ensemblier », notre capacité à mettre en lien les acteurs de la jeunesse.

Quels moyens ont été affectés au dispositif ?

Un poste a été créé au CRIJ pour la coordination, et dix *Promeneurs* et *Promeneuses* se sont portés volontaires dans les différentes structures lyonnaises –l'expérimentation étant également en cours à l'échelle régionale, en Drôme/Ardèche et en Isère. Ces professionnels ont des profils divers (animateurs jeunesse, éducateurs spécialisés, conseiller insertion professionnelle...). Ils n'étaient pas nécessairement à l'aise avec le numérique, certains éprouaient même de la crainte, mais tous sont animés par l'idée d'aller rencontrer les jeunes là où ils sont. Une formation en plusieurs étapes leur a été proposée : d'abord pour constituer une dynamique de groupe, à travers le partage d'une charte éthique ; ensuite pour aborder les aspects techniques (fonctionnement des médias sociaux), la question des usages du numérique par les jeunes (avec l'association Fréquence écoles), les problèmes de posture (« *Si un jeune me sollicite sur Messenger, comment dois-je lui répondre ?* »), ou encore d'urgence (« *Que faire si je suis confronté à un jeune victime de violence, ou qui veut se suicider ?* »). Depuis, chaque *Promeneur* a un profil à son nom, sur tel ou tel réseau social, et sa structure s'engage à lui permettre de dégager deux heures par semaine pour naviguer sur le Net, ainsi que des temps de formation et d'analyse de la pratique.

Comment s'opère la rencontre entre les jeunes et les *Promeneurs du Net* ?

C'est l'un des problèmes que nous avons à résoudre, sachant que nous n'allons pas compter sur le hasard des moteurs de recherche. Il y a deux cas : celui des jeunes déjà connus des professionnels, avec lesquels le travail d'accompagnement se poursuit sur l'espace numérique ; et les autres, qu'il faut parvenir à toucher. L'expérience de la Manche montre que cela peut prendre du temps. Même si les jeunes en parlent entre eux, il faut que la « signature » *Promeneurs du Net* soit identifiée sur le territoire, qu'elle soit portée par les professionnels, de la jeunesse, visible sur les différents sites internet de nos structures, des villes, des CAF... Nous allons aussi communiquer dans des salons et des événements. Et nous venons de recruter une volontaire en service civique, qui va faire le tour des établissements scolaires et des structures d'éducation populaire pour parler des questions d'identité numérique et présenter les *Promeneurs* à cette occasion, afin que les professionnels aient le réflexe d'orienter les jeunes, ou les parents, vers le dispositif.

En quoi consiste l'accompagnement proposé ?

Il s'agit avant tout de répondre aux demandes et aux interrogations des jeunes ; de les accompagner vers l'autonomie et de leur apprendre à déjouer les pièges de la Toile. Nous avons pour le moment distingué deux catégories d'accompagnement : l'une, légère, sur le mode « *Coucou, ça va ?* », qui permet de diffuser de l'information ; et une autre, plus approfondie, par exemple pour une aide à l'écriture de CV, pour l'obtention d'une aide au logement, etc. Sachant que les sollicitations sont directement liées au métier qu'exerce le *Promeneur* et à la structure dans laquelle il travaille. Pour prendre l'exemple d'une éducatrice de prévention qui travaille sur le secteur de Confluence, elle est *Promeneuse* sur Snapchat, ce qui est assez original encore aujourd'hui pour un travailleur social. Elle se sert de cet outil pour proposer aux jeunes qu'elle suit une continuité du travail qu'elle effectue avec eux par ailleurs. C'est donc la permanence du lien qui est assurée, mais aussi pour l'éducatrice, un moyen de sentir par « instantanés » le quotidien des jeunes, et parfois de saisir un fil sur lequel elle pourra s'appuyer par la suite. La démarche est très appréciée pour l'instant par ses jeunes interlocuteurs, qui ont accepté d'être ainsi en contact avec elle parce qu'ils lui font confiance.

Quelles compétences nécessite cette nouvelle activité, pour les professionnels mobilisés ?

Le défi, pour chacun, est de réinventer son métier en ligne, en quelque sorte. Nous leur disons qu'en ligne ou dans la rue, c'est la même chose, à ceci près que dans un premier temps, ils ne peuvent pas s'appuyer sur la communication non verbale, sur tous les éléments qui peuvent être déchiffrés dans le face-à-face physique. En fait, nombre d'animateurs ou d'éducateurs s'aventuraient déjà sur ce terrain-là, en réponse aux demandes des jeunes. Pour la CNAF, la démarche vise à la fois à sécuriser des pratiques existantes et à faire évoluer des structures qui n'ont pas encore investi dans ces outils. Sachant que cela soulève diverses questions. Comment ne pas tomber dans le « flicage » des jeunes, par exemple ? Dans la rue, un jeune qui n'a pas envie de parler s'en va. Mais sur le Net, les frontières sont plus floues et la question de l'attitude à adopter de la part des professionnels n'est pas évidente. On sait aussi que dans le monde du travail social, la technophobie existe : le numérique s'opposerait au lien humain et contribuerait à enfoncer davantage les gens en difficulté. Pour notre part, nous estimons qu'une structure qui travaille avec les jeunes ne peut pas assumer une telle posture. Les jeunes grandissent de toute façon avec ces technologies : à nous de les aider à les maîtriser. Nous comptons sur nos *Promeneurs* et *Promeneuses* pour montrer à leurs collègues encore méfiants que l'on peut travailler avec le numérique sans couper les liens humains, et même que l'on peut se servir du numérique pour toucher des jeunes qui étaient « sortis des radars ».

Les usages des médias sociaux par les jeunes s'apparentent-ils pour vous à ceux de l'espace public ?

Les jeunes ne font plus la différence entre espace public physique et virtuel. Quand ils disent « *Je t'aime* » à leur copine ou qu'ils se font insulter en ligne, ce n'est pas virtuel ! Ce sont de véritables relations qui se nouent. En ce sens, les médias sociaux constituent de réels espaces

de socialisation. Par ailleurs, la majorité des jeunes décryptent assez vite les codes en usage sur les différentes plateformes. Ils plébiscitent Snapchat par exemple, parce que ce réseau est encore vierge de la présence des institutions, des profs, des parents..., et qu'il offre la promesse de contenus éphémères : un texte ou une photo publiés n'y restent que quelques secondes. Les jeunes peuvent y déconner, s'y divertir, échanger grimaces et insultes sans se prendre au sérieux. Ils y retrouvent un esprit « potache », de liberté, qui était présent à l'origine sur Facebook, mais qui a complètement disparu. Facebook est désormais perçu comme beaucoup plus institutionnel, voire dictatorial. Tout comme Instagram, où ils savent qu'il faut être très attentif à l'image que l'on renvoie. Ces deux réseaux fonctionnent plus comme des vitrines de la personne que l'on veut être, alors que les usages de Snapchat sont beaucoup plus spontanés, légers..., et appréciés pour cette raison.

Votre présence sur ces médias ne risque-t-elle pas de les rendre moins attrayants pour les jeunes ?

La question divise les professionnels et les chercheurs. Devons nous interférer dans ces espaces de socialisation ? Lorsque nous étions jeunes nous-mêmes, nous aurions détesté que les parents ou les profs viennent au Parc, là où nous nous retrouvions en groupe à la sortie du collège ! C'est la raison pour laquelle nous avançons un peu à tâtons avec l'expérimentation des *Promeneurs du Net*. Nous avons laissé aux professionnels volontaires le choix du réseau social qu'ils souhaitent investir, selon leur métier. En Ardèche, tout le monde est sur Facebook, mais à Lyon, certains ont choisi Snapchat, en réponse aux demandes de jeunes avec lesquels ils entretiennent une relation de confiance.

Constatez-vous des différences dans les usages entre filles et garçons ?

Toutes les études montrent que les filles sont nettement plus présentes que les garçons sur les médias sociaux. C'est de l'ordre de 60 % contre 40 %, chez les 11/17 ans. Et c'est encore plus vrai sur certains médias, comme Pinterest par exemple, à 80 % utilisé par des filles –auquel il est d'ailleurs explicitement destiné de par son offre de consommation de produits dits féminins : on y parle beaucoup mode, maquillage, mariage, enfants, recettes de cuisine... Les garçons, notamment les jeunes collégiens, sont plus présents sur les jeux vidéo en ligne⁵. On sait également par diverses études que les filles ont tendance depuis une dizaine d'années à quitter les équipements socio-culturels, ne serait-ce que parce que l'offre de loisirs publics s'adresse principalement aux garçons (en valorisant notamment le sport masculin). C'est peut-être l'une des raisons qui expliquent leur plus forte recherche de sociabilité en ligne.

Quelle est votre position par rapport aux risques encourus par les jeunes dans l'espace numérique ?

Les professionnels et les parents développent beaucoup de fantasmes à ce sujet. À propos du harcèlement entre jeunes par exemple, ou de la figure du « pédo-nazi ». Internet serait peuplé de prédateurs qui attendraient les jeunes au détour des pages. En fait, le harcèlement a toujours existé, il ne fait que se prolonger sur l'espace numérique. Et l'on sait que la pédophilie est majoritairement le fait de l'entourage des enfants. La mauvaise rencontre sur Internet existe, bien sûr, mais le principal problème des jeunes, c'est celui des compétences qui leur manquent : « *Je ne sais pas me servir de tel logiciel, utiliser un mail, envoyer une réponse en ligne à une offre d'emploi* »... Beaucoup de jeunes ont en fait sauté l'étape du mail et de l'ordinateur : ils ne savent se servir que de leur téléphone portable –alors que l'adresse mail est devenue une signature indispensable pour effectuer toute démarche administrative. Il y a aussi la question des *fake news* : « *Comment ne pas me faire avoir par certaines fausses informations ?* » Un problème qui concerne également les professionnels : « *Comment relayer les bonnes infos auprès des jeunes ? Et si je repère parmi mes "amis" jeunes certains qui diffusent des informations relevant de théories du complot, comment en parler avec eux et les*

5. Selon l'étude « *Écrans et jeux vidéo à l'adolescence* », 92 % des lycéens y jouent au moins une fois par semaine, contre 78 % des lycéennes. Cf. : Premiers résultats de l'enquête du Programme d'étude sur les liens et l'impact des écrans sur l'adolescent scolarisé (PELLEAS). Observatoire français des drogues et des toxicomanies/Croix-Rouge Française, 2014.
<https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/efxiouc.pdf>

orienter vers des sources fiables ? » L'expérience des *Promeneurs du Net* nous force à aller plus loin dans l'éducation aux médias. Elle nous permet aussi d'aborder la question de l'identité numérique, à propos des traces laissées sur le Net, par exemple. « *Est-ce positif ou non, pour ma recherche d'emploi ?* », se demandent les jeunes. En la matière, nous luttons contre certains discours très négatifs, notamment de la part des parents, qui ont tendance à leur dire systématiquement : « *Cache-toi.* » Dans le monde de l'éducation populaire, nous militons pour une utilisation éclairée de ces outils, qui ne se résume pas à de la pure consommation. Nous leur disons que l'essentiel est de maîtriser leur présence en ligne –ce que personne ne leur apprend actuellement. L'enjeu est de bien les entourer, de les aider à faire des choix, d'encourager leur esprit critique. En ce sens, l'activité des *Promeneurs du Net* relève tout à fait d'un travail d'éducation numérique.

L'expérimentation est-elle appelée à se développer dans la métropole lyonnaise ?

Un premier bilan sur le territoire lyonnais est prévu en janvier 2018, et nous souhaitons à cette occasion travailler sur des indicateurs d'évaluation non seulement quantitatifs (Combien de jeunes touchés ?), mais aussi qualitatifs : Quelle est la nature des sollicitations des jeunes ? Constate-t-on des récurrences ? Quel type de dialogue se noue avec les *Promeneurs* et *Promeneuses* ? En quoi cette expérience peut-elle faire évoluer les pratiques des professionnels et des structures jeunesse, ainsi que le regard des jeunes sur ces structures ? D'ores et déjà, l'élargissement du dispositif est envisagé dans l'agglomération lyonnaise, avec le soutien de la Métropole. Nous devons aussi améliorer les échanges d'expériences de pair à pair, à l'échelle régionale et nationale, entre les *Promeneurs* : cela nous éclairerait beaucoup de pouvoir bénéficier des analyses et réflexions de ceux qui sont engagés sur ce dispositif depuis plusieurs années. ■

IN
R
V
E



DES ÉQUIPES MOBILES « SANTÉ JEUNES » DANS L'ESPACE PUBLIC LYONNAIS

La politique d'aménagement des espaces publics poursuivie depuis plus de deux décennies à Lyon et dans son agglomération a fortement contribué à changer l'image et l'ambiance de cette ville autrefois réputée peu accueillante. En lien avec l'accroissement des fonctions estudiantine et touristique de la cité, elle a notamment influé sur les comportements de la jeunesse. Les jeunes sont désormais très présents, de jour comme de nuit, dans les rues et les parcs, sur les places, les quais du Rhône et de la Saône..., débarrassés de leurs parkings au profit d'usages piétons ou cyclistes, contemplatifs ou sportifs. Corollaire du succès, la forte fréquentation de ces espaces entraîne dans certains cas des nuisances pour les riverains, notamment en soirée, du fait de pratiques festives souvent associées à la surconsommation d'alcool. Selon l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES), les ivresses et beuveries express (*binge drinking*) sont en effet en hausse chez les 15-25 ans, les filles rattrapant les garçons en la matière, au point que le phénomène est désormais analysé comme un « *comportement générationnel* ». Pour prévenir ces dérives, qui peuvent être dangereuses pour les jeunes eux-mêmes, la Ville de Lyon soutient l'intervention des Gonambules, une équipe mobile de prévention et de réduction des risques, qui va au-devant des jeunes dans l'espace public.

Prévention par les pairs

Portée par l'association Avenir Santé, qui se revendique « 100 % pur jeune » et intervient au niveau national, l'action est inspirée d'expériences conduites sur d'autres villes (Rennes, Angers, Nantes, Montpellier, Toulouse...). Avec sa vingtaine de salariés, Avenir Santé accueille chaque année des dizaines de volontaires en service civique et mobilise une centaine d'intervenants bénévoles (infirmiers, animateurs de prévention, professionnels de l'accès aux soins...), pour assurer une présence dans les établissements scolaires et universitaires, les missions locales, les milieux festifs et sur Internet, autour de quatre principaux thèmes : addictions (alcool, cannabis, tabac...), accidents de la circulation, risques sexuels et auditifs. Les Gonambules font partie des équipes d'Avenir Santé qui agissent sur l'espace public, et dont l'action est fondée sur le principe de prévention par les pairs : des jeunes s'engagent pour agir auprès d'autres jeunes. Composées de bénévoles et de jeunes volontaires formés par l'association et ses partenaires, ces équipes parcourent les centres-villes, notamment les fins de semaine et en soirée, à la rencontre de groupes de jeunes avec lesquels elles engagent le dialogue. Les échanges sont facilités par la proximité générationnelle et la distribution de supports interactifs (jeux, éthylo-tests, bouteilles d'eau, préservatifs...). Ils tournent autour des manières de faire la fête, des risques de certains comportements et de l'effet des produits consommés. Il s'agit à la fois d'informer les jeunes ; de chercher avec eux des solutions pour que la soirée ou la nuit se déroule sans incident ; de les orienter vers des structures médico-sociales pour une éventuelle prise en charge ou un suivi ; et d'alerter en cas de besoin les services spécialisés (Pompiers, Samu, Police...).

Mieux gérer le partage des usages de la rue avec les jeunes

À Lyon, ce dispositif s'est organisé en 2011 sous forme de « maraudes » sur les Berges du Rhône réaménagées — un lieu particulièrement attractif pour toutes sortes de publics. Né d'un constat de nuisances et d'une réflexion commune de différents services de la ville (Mission Santé, Service Prévention Sécurité de la Ville de Lyon, Police Municipale...), il est centré sur la

prévention et la réduction des risques liés à la surconsommation d'alcool et à la prise de produits psychoactifs. L'action a fait ses preuves, puisqu'elle a été reconduite chaque année depuis, avec l'aide de l'État et en partenariat avec des associations comme l'ALTM (Agence Lyon Tranquillité Médiation). L'équipe des Gonambules, formée de 2 binômes d'intervenants et d'un triporteur, déambule sur les Berges dès les beaux jours de printemps, notamment les jeudis soirs (de 19h30 à 22h30 environ), afin d'être une ressource pour les groupes de jeunes installés sur place. Les intervenants sont également présents sur de nombreux événements festifs de l'agglomération (comme par exemples Les 24 heures de l'INSA, Reperkusound, Carnaval Humanitaire, Les Nuits sonores, les Bacwinners), à l'occasion desquels ils touchent un public très diversifié — étudiants, mais également jeunes travailleurs ou en errance... Leur mobilisation va dans le sens de la Charte Qualité Vie Nocturne mise en place en 2006 par la Ville de Lyon avec les professionnels de la restauration et du monde de la nuit, pour permettre aux fêtards et riverains de bien vivre ensemble. Et elle inspire l'ensemble des pouvoirs publics locaux, qui souhaitent aller dans le sens d'un plus fort partenariat avec les jeunes sur la question des usages de l'espace public (par exemple à travers la signature de « contrats de responsabilité » ou l'instauration de formations pour les associations étudiantes qui organisent des soirées).

• LES GONAMBULES

Porteur de l'action : Association Avenir Santé

Date de création : 2011

Publics ciblés : Jeunes de 16 à 25 ans

Équipe : 1 coordonnatrice prévention salariée, 15 intervenants dont 4 salariés et 11 jeunes en service civique

Champs d'intervention : Établissements scolaires et universitaires, milieux socio-éducatifs (missions locales), espaces publics, milieux festifs

Financements : Subventions publiques et privées (Ville de Lyon, Agence Régionale de Santé)

Auvergne Rhône-Alpes, Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives, Conseil Régional, Ligue contre le cancer...)

Siège : 15, rue Bancel, 69007 Lyon

• Site web : <http://www.avenir-sante.com>

• Contact : 04 78 58 95 04



Déambulation © Gonambules



© Gonambules



ECOLE DE PARKOUR

LE PARKOUR UN « ART DU MOUVEMENT » INVENTÉ PAR DES ADOS

Activité physique qui consiste à « se déplacer efficacement grâce à ses seules capacités motrices, dans différents types d'environnements », le *parkour* est apparu en France au début des années 1990, à l'initiative d'un groupe d'adolescents qui s'entraînaient en région parisienne. Axée autour de jeux et défis d'agilité, la pratique est basée sur le franchissement d'obstacles et exploite de façon spectaculaire tous les éléments constitutifs de l'espace public urbain (murs, escaliers, piliers, tuyauteries...). Regroupés sous le nom de Yamakasi, les neuf pratiquants les plus acharnés ont vite été repérés par la télévision, le monde du spectacle et du cinéma. En 1998, deux d'entre eux intègrent un nouveau groupe, les *Tracers*, dont les vidéos seront des bases d'inspiration pour de nombreux jeunes de leur génération. Parkour.net, plateforme d'échange créée en 2001 rassemble bientôt des milliers de traceurs. Le site est source de virulents débats, qui vont aboutir à la définition de deux disciplines : le *parkour*, « sport utilitaire », et le *freerunning*, davantage focalisé sur l'esthétique des mouvements.

Liberté, créativité, communauté

Les valeurs mises en avant par les traceurs sont à la fois individuelles et collectives, répondant bien en cela aux aspirations de la jeunesse contemporaine. La pratique personnelle vise à « devenir plus fort physiquement et mentalement ». Elle « favorise l'épanouissement par une meilleure connaissance de soi, de ses limites physiques et de ses peurs ». Elle passe par un « entraînement patient et persévérant », mais « ludique et sans compétition », grâce auquel le pratiquant gagne « en confiance, en liberté et en créativité ». Les passionnés y voient une éthique de l'expression de soi, « une manière de vivre (son) environnement de façon personnelle », « autonome », en s'améliorant sans cesse. Mais la notion de « communauté de pratiquants » est également très présente, de même que les valeurs de solidarité et de partage : l'entraînement en groupe, ainsi que les rencontres lors de stages ou de week-ends dans différentes villes, sont vus comme « des facteurs d'ouverture à l'autre et de tolérance, par une volonté d'échange et d'entraide. »

Institutionnalisation et féminisation

Dès 2004, le *parkour* devient un phénomène mondial sur YouTube grâce au fort impact visuel de la discipline. De nombreuses associations de pratiquants voient le jour en France et en 2011, une fédération nationale (la FPK) est créée. Celle-ci met en place une charte et des formations, organise week-ends et rencontres pour promouvoir et transmettre la discipline et ses valeurs. Et en 2017 une fédération internationale voit le jour : *Parkour Earth*. D'abord très masculin, le *parkour* s'est en partie féminisé au fil du temps, attirant des jeunes filles qui voient dans cette pratique une forme de self défense, ou simplement le moyen de « favoriser l'augmentation des réflexes, de gagner en confiance en soi et en aisance dans la vie de tous les jours ». En 2012 s'est ainsi tenu le premier *Parkour Day Filles* français, suivi par d'autres rassemblements féminins qui ont pris une dimension européenne et ont lieu chaque année dans des villes différentes, avec le soutien de la FPK et de divers organismes, comme *Women in motion*.

Un sport de rue qui évolue vers l'indoor

Né dans la banlieue, le *parkour* a gagné les centres-villes et les spots mythiques du patrimoine



urbain. Il a investi les gymnases et essaimé en direction de publics très divers, attirant aussi bien les enfants que les jeunes adultes. Corollaire du succès, il donne lieu désormais à des pratiques encadrées et marchandes, qui l'éloignent en partie, aux yeux des puristes, de l'esprit libre et improvisé des débuts. Ainsi s'est créée en 2014 à Lyon une Ecole de *Parkour*, qui se veut le « *point de rassemblement des adeptes du mouvement* » de l'agglomération. L'entreprise, labellisée par la FPK, s'est implantée également à Grenoble en 2015 et à Reims en 2016 et a ouvert en 2017 l'une des premières salles de *parkour* en France, à la Mulatière (69). Baptisée Kimeo, cette « *salle de sport nouvelle génération* » propose un espace d'entraînement et des cours encadrés par des coaches diplômés, avec des formules familles et des tarifs attractifs. L'école organise divers événements, participe à des démonstrations et propose des formations certifiantes pour les futurs encadrants de la discipline.

- **ÉCOLE DE PARKOUR**

Co-fondateur et Président : Manuel Fernandez

Date et lieu de création : 2014 à Lyon

Bénéficiaires : tout public intéressé (enfants, jeunes et adultes)

Équipe : 7 coaches, 4 performers

Champ d'intervention : pratique du parkour et du freerunning, formation d'encadrants, organisation d'événements

Lieux d'implantation : La Mulatière (69), Grenoble (38), Reims (51)

Financements / partenariats : financement participatif, droits d'entrée du public, vente de formations / SNCF, UCPA, UEFA, Ville de Lyon...

Siège : 40 Chemin du Pras, 69350 La Mulatière

- Site web : <https://ecoledeparkour.fr>

- Contact : 07 83 20 83 57



WWW.
MILLENAIRE3.
COM

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03